LES 40 QUESTIONS DE LA CFDT

ADRESSE AUX CANDIDATES ET CANDIDATS À L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE 2022

Vous êtes candidate, candidat à l'élection présidentielle 2022 et la CFDT a fait le choix de vous adresser une série de questions. L'opportunité pour vous de partager votre vision et vos propositions. L'opportunité pour la CFDT de s'engager dans le débat d'idées pour porter sa vision du monde du travail et de la société. Notre société doit aujourd'hui faire face à des mutations profondes et relever des défis majeurs. Alors que la pandémie mondiale laissera une empreinte durable sur la vie de chaque citoyen, la transition numérique s'accélère et transforme toutes les activités humaines. Les évolutions démographiques nous imposent de repenser collectivement et solidairement les conséquences de l'augmentation de la durée de vie. L'urgence d'une transition écologique juste devient de plus en plus pressante, et pour y répondre, nous devons assumer de nouveaux choix de société pour un autre modèle de développement.

Transition écologique, justice sociale et démocratie forment les trois piliers de ce nouveau modèle. Ils sont au cœur des 90 propositions du pacte du pouvoir de vivre, alliance de plus de 60 organisations de la société civile. Ils sont également au cœur des revendications de la CFDT pour le monde du travail. L'élection présidentielle est un rendez-vous démocratique majeur. Beaucoup de choix auxquels nous devons dès aujourd'hui faire face ont besoin d'être délibérés. À travers cette adresse, la CFDT souhaite y contribuer positivement, libre de toute attache partisane. Vos réponses seront rendues publiques et permettront d'éclairer nos adhérents, nos militants et plus largement les travailleurs.

TRAVAILLER TOUS, TRAVAILLER MIEUX

La politique de soutien à l'économie, aux entreprises et aux travailleurs a été efficace et a permis un rebond économique rapide. Les chiffres du chômage sont meilleurs que prévu. Pour la CFDT, la reprise économique doit bénéficier à tous les travailleurs, qualifiés ou non, aux personnes en situation de précarité, et aux plus éloignées de l'emploi, pour que les problèmes d'avant la crise sanitaire, toujours présents, ne s'amplifient pas.

Des travailleurs ont été très affectés dès le premier confinement (intérimaires, fin de CDD, etc.) et notre pays est encore loin du plein emploi, avec 5,5 millions de personnes en recherche d'emploi. Le chômage de longue durée concerne 1,5 millions de personnes, l'insertion des jeunes a connu un coup de frein, et la mise en œuvre de la réforme de l'assurance chômage va impacter lourdement les travailleurs en situation de précarité.

La vie au travail est bouleversée. Si le télétravail – imposé et diversement vécu, ou volontaire dans le cadre d'un accord collectif – s'est massivement développé, il ne concerne que 30% des travailleurs. Le travail est aussi affaire de compétence collective, de coopération, d'intelligence collective, et pas seulement de compétences individuelles. Agir sur les organisations du travail, améliorer la qualité de vie au travail et la qualité du travail en développant le pouvoir d'expression des salariés sur leur travail sont autant de leviers pour accroître l'efficacité collective des entreprises et des administrations.

Le rapport au travail, au temps de travail et au temps tout court s'est modifié avec la crise sanitaire. Le besoin de mieux équilibrer nos vies professionnelle et personnelle s'est amplifié, la gestion de l'urgence, du lendemain et des projets plus lointains ont pris une autre dimension. Mais la possibilité de gérer son temps de travail pour le concilier avec ses autres temps de vie, est très inégale en fonction de son autonomie dans le travail. En conséquence, modifier la durée légale du temps de travail n'apparaît pas comme la solution privilégiée pour répondre à ces nouvelles aspirations. Il s'agit avant tout de pouvoir reprendre la maîtrise de son temps et de son temps de travail, pour mieux le gérer et l'équilibrer avec ses autres temps sociaux.

Le sens et le devenir du travail sont des enjeux de demain, qu'il s'agit de prendre en considération dès aujourd'hui. En effet, on observe des tendances qui méritent notre attention : tensions de main d'œuvre, attractivité des métiers questionnée, salariés qui changent de voie. La crise sanitaire a mis en lumière le besoin de reconnaissance de certains métiers, en particulier ceux à forte valeur ajoutée sociale. Cette reconnaissance passe par le salaire mais aussi par l'amélioration des conditions de travail, de la qualité de vie, la reconnaissance des compétences, l'accès à la formation professionnelle, et à des parcours de carrière. Les travailleurs attendent maintenant des concrétisations. Des négociations de branches et dans les comités de filières créés (petite enfance, travail social) doivent être ouvertes.

L'accompagnement des parcours professionnels doit être consolidé. Dès maintenant, des transformations d'activité majeures sont à l'œuvre pour répondre aux besoins sociaux, comme le défi du vieillissement et du grand âge, et aux transitions écologique et numérique. Le défi des compétences est plus que jamais devant nous, il concerne tous les salariés et toutes les entreprises. Il s'agit de mieux articuler formation et insertion dans l'emploi, construire et accompagner les transitions professionnelles pour sécuriser les salariés, tant en terme financier que d'accompagnement.

Si les dernières réformes de la formation professionnelle ont permis des avancées significatives avec le compte personnel formation, le conseil en évolution professionnelle, ou encore le développement de l'apprentissage, nombre de dispositifs restent encore trop peu connus, accessibles et mobilisés par l'ensemble des salariés et des entreprises. Au total, les réformes engagées n'ont pas permis de réduire significativement les inégalités d'accès à la formation. Une réponse plus qualitative est indispensable, à construire en proximité des bassins d'emploi et bassins de vie. Elle implique notamment une meilleure coordination des acteurs, mais aussi de travailler à l'attractivité de nombreux métiers à perspective d'emploi. La formation professionnelle tout au long de la vie doit devenir un droit opposable effectif, attaché à la personne, pour permettre à chacun de faire valoir ses compétences acquises tout au long de son parcours professionnel.

QUESTIONS

•1) Quelles sont vos propositions pour répondre aux conséquences sur l'emploi, les métiers et les qualifications professionnelles des transitions écologique, numérique, technologique, démographique, dans les entreprises et les fonctions publiques ?

Nous proposons un plan majeur de réindustrialisation et réinvestissement dans les services publics au service d'une transition écologique porteuse de justice sociale et créatrice d'un millions d'emplois partout sur les territoires. Nous souhaitons une relance industrielle verte qui soit compatible avec une trajectoire de baisse des émissions de gaz à effet de serre domestiques et importées.

Notre premier enjeu sera de construire une politique industrielle européenne : protectionnisme vert européen qui rééquilibrera les règles du commerce international, notamment par l'ajustement carbone aux frontières ; investissement public dans les infrastructures et dans le numérique : extension du plan de relance européen NextGenerationEU, accompagné d'une refonte des outils du cadre budgétaire européen; poursuite d'un travail de convergence des règles fiscales, sociales et environnementales afin d'empêcher le dumping intra-communautaire ; poursuite du travail de taxonomie (classification européenne des activités économiques ayant un impact favorable sur l'environnement) afin d'orienter massivement les fonds privés vers les industries vertueuses, en dénonçant l'intégration en cours du nucléaire et du gaz.

Notre second enjeu sera de soutenir l'innovation dans les filières d'avenir sur tout le territoire français : soutien à la recherche et à l'innovation, publique comme privée ; renforcement de la formation initiale des jeunes Français-e-s via la création de places dans les filières d'avenir au sein de l'enseignement supérieur et la soutien à l'apprentissage ; conditionnalité stricte des aides publiques à des critères sociaux et environnementaux ; généralisation d'une politique d'achats publics responsables au service des entreprises françaises et européennes, et des petites et moyennes entreprises davantage que des grands groupes.

Notre troisième enjeu sera enfin de sécuriser la transition des entreprises, des salariés et des territoires dans les bassins d'emploi et de vie qui seront touchés par les mutations écologiques, économiques et industrielles : contrats territoriaux de transition collective ; études d'opportunité identifiant les possibilités d'utilisation des savoir-faire et outillage industriel existants dans les entreprises affectées par les mutations, dans les filières émergentes, en particulier celles de la transition écologique désireux; création d'outils d'accompagnement techniques et financiers des salariés de reprendre leur entreprise en cas de cessation d'activité ; investissement sur la formation professionnelle et l'accompagnement des reconversions et industrielles.

L'intégralité de notre plan de réindustrialisation [https://www.jadot2022.fr/notre strategie industrielle pour faire face au defi ecologique](https://www.jadot2022.fr/notre_strategie_industrielle_pour_faire_face_au_defi_ecologique)

Pour revitaliser les services publics indispensables au soutien de la transition, fragilisés par des années de rigueur budgétaire et de précarisation de leurs agents, nous mettrons en place des plans ambitieux de recrutement, de formation et de revalorisation des missions des fonctionnaires dans les domaines de l'éducation, la santé, la recherche, la justice, la police.

•2) Partagez-vous le projet de la CFDT d'une banque des temps, au travers de la mise en place d'un Compte Épargne Temps universel (CETU') ?

Notre ambition est claire : nous voulons que les Français-e-s travaillent moins pour vivre mieux et travailler tous. Nous voulons qu'ils/elles puissent travailler moins à des moments de vie choisis (congé sabbatique, congé parental, formation, engagement associatif, volonté de temps partiel, tour du monde...). Nous organiserons une convention citoyenne sur la question des temps de travail pour préparer une négociation interprofessionnelle sur la réduction des temps de travail tout au long de la vie avec la mise en place généralisée d'un compte épargne temps-à mobiliser en fonction de ses choix et de ses contraintes. Cette réduction du temps de travail

pourra prendre la forme selon les choix faits dans les branches ou les entreprises d'une semaine de quatre jours six mois tous les cinq ans, un an tous les dix ans....

3) Envisagez-vous de revenir sur la dernière réforme de l'assurance chômage ? Comment celle-ci doit-elle, selon vous, évoluer pour sécuriser les parcours de tous les travailleurs ? Quelles seraient les responsabilités respectives des partenaires sociaux et de l'État ?

Nous reviendrons sur la réforme injuste de l'assurance chômage mise en place par le gouvernement. Nous demanderons aux partenaires sociaux de négocier de nouveau une convention pour l'assurance-chômage en veillant à ce que la détermination du Salaire journalier de référence soit en lien direct avec le salaire perdu et en veillant à la lisibilité des règles d'indemnisation. Nous leur demanderons aussi de renforcer les mesures visant à décourager les employeurs abusant des contrats précaires, par un système de bonus malus sur les cotisations patronales.

Nous redonnerons à Pôle emploi les moyens et les marges de manoeuvre nécessaire pour accompagner vraiment les personnes les plus éloignées de l'emploi -projets personnalisés, facilitation des parcours de formation et de reconversion- et veillerons à limiter la pression subie par ses agents (culture du résultat chiffré, multiplication de dispositifs de contrôle et de conditionnement des revenus).

Nous lutterons contre le chômage de longue durée en permettant à tous les territoires volontaires, sans limitation de nombre, d'expérimenter les territoires zéro chômeur de longue durée (TZCLD).

•4) Alors que le développement des compétences est devenu un enjeu majeur de notre économie, quelles sont vos propositions pour réduire les inégalités d'accès à la formation, garantissant l'effectivité d'une formation tout au long de la vie pour tous les travailleurs ?

Nous veillerons au développement des compétences nécessaires à la transition écologique par le renforcement de la formation initiale des jeunes - mise en place d'un véritable service public d'orientation, en lien avec les entreprises, les services publics d'employeurs et les collectivités ; création de 100 000 places dans l'enseignement supérieur, le soutien à l'enseignement professionnel sous cursus scolaire et le renforcement de la formation professionnelle tout au long de la vie.

Nous renforcerons les dispositifs favorisant les passerelles en cours de carrière : systèmes de validation des acquis et de certification des compétences, enjeu particulièrement crucial pour toutes les personnes travaillant dans le secteur médico-social.

Nous simplifierons l'accès aux parcours de publics formation des demandeurs d'emploi, qui est aujourd'hui éclaté entre de trop nombreux interlocuteurs et privés, complexe et peu lisible. Nous renforcerons à cet égard le rôle de Pôle emploi pour orienter les demandeurs d'emploi sur la base éclairée d'un état des lieux des formations favorisant des débouchés professionnels et pour garantir la rémunération des demandeurs pendant ces formations.

•5) Pour la CFDT, ce dialogue multipartite avec les pouvoirs publics est indispensable pour construire les solutions les plus adaptées aux problèmes locaux d'emploi et de formation. Quelle place comptez-vous accorder aux acteurs sociaux dans le dialogue économique et social dans les territoires ?

Cette place doit être déterminante. Nous consulterons les partenaires sociaux et les associations d'élus pour définir les modalités de fonctionnement et les niveaux les plus adaptés pour mettre en place ces structures. Elles seront mises en place prioritairement dans les bassins d'emplois les plus affectés par les mutations associées à la transition énergétique.

•6) Comment mieux anticiper/accompagner les mutations afin de répondre aux besoins multiples de sécurisation de tous les travailleurs, dans l'emploi, entre deux emplois et/ou en matière de reconversion et de besoins de formation ?

Nous signerons des contrats de sécurisation des transitions professionnelles avec les entreprises, les partenaires sociaux et les collectivités dans des bassins touchés par une réduction importante d'activité. Ils comprendront des aides à la diversification des territoires dépendants de l'activité impactée, des études d'opportunité identifiant les possibilités d'utilisation des savoir-faire et outillage industriel existants dans les entreprises affectées par les mutations, dans les filières émergentes, en particulier celles de la transition écologique et des mesures de soutien public à la création et l'installation d'entreprises, alimentées par un fond public abondé par l'Etat et les régions.

Nous créerons un revenu de transition écologique : il vise à constituer une "sécurité sociale professionnelle" contre le risque écologique, permettant à chaque salarié y étant confronté de trouver le soutien nécessaire pour ne pas subir seul les conséquences de la transition. Il s'agit d'anticiper et d'éviter le choc social pour les salariés des secteurs concernés en leur offrant l'accès à des formations certifiantes, assorties d'un maintien de la rémunération. Ceci facilitera leur transition économique et professionnelle vers les nouveaux secteurs d'activités utiles socialement et écologiquement (métiers verts, du soin, de l'éducation, de la petite enfance, etc).

•7) Quelles sont vos propositions pour améliorer l'insertion professionnelle des personnes les plus éloignées de l'emploi, qu'elles soient jeunes sans qualification, chômeurs de longue durée, seniors sans emploi, travailleurs en situation de handicap ? Doivent-ils, selon vous, bénéficier de mesures d'accompagnement spécifiques ? Comment inciter les entreprises à s'impliquer dans cet enjeu sociétal ?

Nous veillerons à l'insertion professionnelle des personnes les plus éloignées de l'emploi par des dispositifs d'accompagnement personnalisé. Nous ferons réellement respecter la loi sur l'obligation d'emploi des travailleurs et travailleuses handicapé·e·s. Nous renforcerons les contrôles dans les établissements spécialisés (type Esat – Établissement et service d'aide par le travail) et y appliquerons le droit du travail, notamment une rémunération digne (SMIC) avec à terme l'objectif de leur extinction en l'assortissant de contrôles et de sanctions pour les entreprises qui ne respectent pas les quotas d'embauche de personnes en situation de handicap avec les adaptations de postes nécessaires.

Par ailleurs, pour prévenir les risques de désinsertion professionnelle, nous renforcerons la santé au travail : s'il n'existe pas de chiffres officiels, en 2017, plus de 100 000 personnes en France étaient inscrites à Pôle emploi à la suite d'une déclaration d'inaptitude. Pour nous, écologistes, la priorité du prochain quinquennat doit donc être de rendre le travail soutenable et d'inciter les entreprises à miser davantage sur la prévention primaire. Nous nous engageons à restaurer le Compte personnel de prévention de la pénibilité (C3P) mis en place par la réforme des retraites de 2014 et vidé de sa substance en 2017 par Emmanuel Macron et à mobiliser les finances publiques pour aider les entreprises à adapter les postes aux besoins spécifiques des personnes, à mettre en place des organisations et un management promouvant la qualité du travail. Il s'agira en particulier d'utiliser les 5 milliards d'euros d'excédents cumulés de la branche Accidents du travail-Maladies professionnelles fin 2022 pour permettre au Fonds d'amélioration des conditions de travail (Fact) de disposer d'une force de frappe conséquente et de développer le conseil aux entreprises via l'Anact et les services prévention des Carsat.

8) Malgré les dispositifs juridiques conséquents, les discriminations perdurent au travail, dans le logement, dans la vie de tous les jours. Comment comptez-vous relancer la lutte contre les discriminations sur le lieu de travail ? Quel rôle faut-il donner au Défenseur des droits ? A l'inspection du travail ? Aux représentants des personnels ?

Nous inscrirons dans les priorités du gouvernement un plan national de lutte contre le racisme et les discriminations : il constituera une politique publique globale, à l'instar de la lutte contre les violences faites aux femmes, et sortira du giron de la politique de la ville. Nous instaurerons en particulier des mesures coercitives en direction des employeurs publics et privés : les dotations et aides publiques doivent être conditionnées à la signature de plans de lutte contre les discriminations, avec outils de mesure, de contrôle, et de sanctions.

Nous mettrons en place un Haut conseil de lutte contre les discriminations, structure permanente dont seront membres le Défenseur des droits, la Délégation Interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT (DILCRAH), l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT), les grandes associations, et les ministères et grands établissements publics. Il aura la charge de produire des discours clairs et cohérents, des outils, des évaluations régulières et de les rendre publiques, ainsi que de soutenir la commande publique de recherche sur ce sujet. Nous renforcerons aussi le rôle du Défenseur des droits, en confirmant son indépendance et en élargissant son réseau de délégué.es de près de 500 à 700, pour couvrir les territoires. Une convention sera par ailleurs établie entre le ministère de la justice et le Défenseur des droits pour systématiser la transmission des dossiers au parquet concerné. Nous refonderons le service public de l'inspection du travail quasiment démantelé depuis dix ans en garantissant l'autonomie de décision des agent.e.s, en les dotant de pouvoirs administratifs de sanctions et en remontant les effectifs de 1 500 à 2 500 personnes. Pour les infractions complexes et contre lesquelles l'inspection du travail ne peut lutter efficacement en l'état de ses outils juridiques et techniques, nous proposerons que les prérogatives de certains agents de contrôles soient harmonisées avec celles reconnues aux Officiers de Police Judiciaire, à la manière des douanes judiciaires.

RÉPONDRE AUX ASPIRATIONS À VIVRE DIGNEMENT DE SON TRAVAIL

•9) Quels sont les leviers à utiliser pour inciter et/ou contraindre toutes les branches à s'engager dans une renégociation sur les grilles salariales dans leur ensemble ? Conditionner les allègements de cotisations sur les salaires à une réelle politique d'emploi et de rémunération de la part des branches et des entreprises vous paraît-il une réponse ? Quelles politiques salariales doit engager selon vous l'État employeur ?
Nul ne peut ignorer la véritable crise du pouvoir d'achat que vivent les Français.e.s, crise aggravée par les conséquences de la guerre en Ukraine. La renégociation des grilles salariales pour revaloriser les plus bas salaires, dans le privé comme dans le public, est une obligation de justice sociale que les entreprises, les partenaires sociaux et l'État ont la responsabilité de concrétiser. Nous ouvrirons des conférences sociales sur les salaires dans le secteur privé et la fonction publique, et veillerons notamment à ce qu'elles débouchent sur une revalorisation du travail dans les secteurs d'utilité publique et d'intérêt général liés à la santé, au social, au médico-social et à l'encadrement de la jeunesse, qu'elles soient dans le public ou dans le privé et qui sont en très grande majorité des femmes, maintenues au bas de l'échelle salariale.

•10) Que pensez-vous de la proposition de la CFDT de remplacer le comité d'experts sur le SMIC par une commission « salaires décents » qui engloberait plusieurs problématiques (bas salaires, inégalités salariales, conditions de travail et d'emploi, etc.), et porterait également un regard sur la rémunération des agents et des contractuels ?

Nous sommes favorables à cette proposition. L'augmentation du SMIC sera une de nos priorités dès les premiers jours du mandat, mais cette augmentation ne peut tenir lieu de politique sur les bas salaires. Cet impératif doit passer par une réflexion transversale sur la question des bas salaires : nécessaire revalorisation des métiers de la deuxième ligne ; prise en compte pérenne de l'inflation ; remise en question des exonérations de cotisations sociales qui contribuent à tirer les salaires vers le bas...Autant de pistes qui nécessitent un diagnostic

transversal et partagé entre différentes expertises, incluant celles des partenaires sociaux.

•11) Quelles sont vos propositions pour rendre plus équitable le partage de la valeur entre entreprises donneuses d'ordre et sous-traitantes ?

Nous prônerons un alignement des responsabilités des entreprises, dans le souci de protéger les travailleurs et de garantir l'égalité de leurs droits. Nous renforcerons notamment l'effectivité du devoir de vigilance en mettant en place des mécanismes de contrôle indépendant des activités des entreprises donneuses d'ordre mais également celles de leurs sous-traitants et fournisseurs.

•12) Souhaitez-vous imposer par la loi un rapport maximal entre les plus hautes et les plus basses rémunérations dans l'entreprise ou le groupe ?

Je veux réduire les écarts de rémunérations et imposer la transparence sur les écarts : nous réduirons les écarts de rémunérations en rendant non déductibles de l'assiette de l'impôt sur les bénéfices les rémunérations au-delà de 20 SMIC et nous mettrons en place un index du partage de la valeur et un index de l'équité des rémunérations, publics pour chaque entreprise.

•13) En dépit de certaines avancées telles que l'index de l'égalité professionnelle, l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes persiste. Quelle politique envisagez-vous de mettre en œuvre pour atteindre l'égalité réelle de rémunérations ?

Nous sanctionnerons les entreprises qui ne respectent pas l'égalité femmes-hommes à travail de valeur égale, installerons l'éga-conditionnalité dans l'ensemble des politiques publiques, et reverrons l'index d'égalité femmes-hommes pour qu'il permette de mettre en visibilité l'ensemble de ces inégalités.

•14) Pesant fortement sur le pouvoir d'achat, le logement est le premier poste de dépenses contraintes. Quelles mesures envisagez-vous pour permettre l'accès au logement abordable et écologique ?

L'accès à des logements abordables et bien isolés est une des grandes priorités de mon quinquennat.

3,5 millions de ménages vivent en situation de précarité énergétique, dans leur logement et subissent de plein fouet l'explosion des prix de l'énergie : nous procéderons à une rénovation complète des 5 millions de passoires thermiques du parc privé français sur dix ans, avec aucun reste à charge pour les ménages les plus modestes. Nous augmenterons à 400€ le chèque énergie pour 6 millions de ménages modestes pour faire face à la flambée des prix de l'énergie. Pour garantir un droit effectif au logement, nous créerons 700 000 logements sociaux neufs sur le quinquennat, soit un objectif de 150.000 nouveaux logements chaque année, dont 60 000 très sociaux. Nous renforcerons notre politique de logement d'abord, en augmentant les crédits d'État pour les territoires engagés dans la lutte contre le sans-abrisme, en finançant mieux l'accompagnement vers le logement, en résorbant les bidonvilles et en priorisant les sans domicile dans les attributions de logement social.

Pour rendre le logement accessible à toutes et tous, nous instaurerons une Garantie Universelle des Loyers qui mettra en place une garantie publique financée conjointement et à parts égales par les propriétaires et l'État. Nous soutiendrons les dispositifs d'encadrement des loyers, nous élargirons le nombre de communes classées en zones tendues où le montant du loyer ne pourra pas excéder de plus de 20 % le montant des loyers médians et où des dispositifs de régulation particuliers seront mis à disposition des communes (régulation des locations de meublés touristiques de courte durée notamment).

PROTECTION SOCIALE ET SERVICES PUBLICS, INVESTIR À LONG TERME

•15) Les jeunes ont été particulièrement touchés par la crise sanitaire. Quelle est selon vous la mesure prioritaire pour leur insertion sociale et professionnelle ?

Ma mesure principale pour la jeunesse, c'est l'établissement d'un revenu citoyen dès l'âge de 18 ans, qui vise à la fois à garantir qu'aucun·e· Français·e· ne soit en situation de grande pauvreté, et à la fois à donner à notre jeunesse les moyens de s'émanciper. Sans contrepartie, ce revenu sera versé à partir de 18 ans à toutes les personnes détachées fiscalement de leurs parents de façon automatique, pour lutter contre le non recours. Il cumulera un revenu de base correspondant au RSA relevé de 560€ à 740€ (670€ en déduisant le forfait logement) et les aides au logement dont le montant moyen versé est proche de 250€ par mois. Ainsi, personne en France ne vivra avec moins de 918 euros par mois, c'est à dire en dessous du seuil de grande pauvreté.

•16) La complémentaire santé se généralise pour les travailleurs du privé comme du public. Paradoxalement, les soignants de la Fonction Publique Hospitalière ne pourront en bénéficier qu'en 2026, pensez-vous accélérer pour répondre à cette forte attente ? Quels dispositifs comptez-vous mettre en place solidairement pour les personnes éloignées ou hors emploi comme les jeunes et les retraités ? Enfin, en cas de maladie longue durée, de nombreux travailleurs passent en demi-traitement à partir de 3 mois. Soutenez-vous une généralisation de la prévoyance ?

Nous ne pouvons que nous réjouir de la signature d'un projet d'accord négocié sur la complémentaire santé pour les fonctionnaires, étape importante dans la mise en œuvre d'une protection sociale complémentaire pour les fonctionnaires, mesure annoncée dès 2020. Mais comme vous le soulignez, cette avancée laisse de côté les agents de la fonction publique hospitalière. Nous veillerons donc à l'accélération du calendrier pour leur garantir une protection adaptée, d'autant que les soignants hospitaliers sont particulièrement affectés par des problèmes de santé.

Il nous faut aussi trouver des solutions pour ceux que notre protection complémentaire couvre mal : les retraités, les chômeurs, les travailleurs les plus pauvres, les plus précaires. Nous relèverons le seuil de revenu pour l'accès à une complémentaire solidaire et lutterons contre le non recours.

•17) Quels accès aux services publics de proximité voulez-vous garantir aux citoyens, tout particulièrement aux habitants des zones rurales ou quartiers prioritaires de la ville ? Quels développements des services publics envisagez-vous (éducation, petite enfance, justice, etc.) ?

Les inégalités d'espérance de vie entre ruraux et urbains se sont creusées depuis 30 ans, notamment à cause de l'accès rendu plus difficiles aux soins hospitaliers ; les services publics tendent à désertier les quartiers prioritaires, accroissant le sentiment de marginalisation de millions de nos concitoyenn·e·s. Avec le développement des zones commerciales périurbaines, la disparition des services du quotidien a renforcé la contrainte de la voiture individuelle. Nous garantirons l'égalité d'accès à des services de proximité : santé, école, administration publique. Mais aussi un accès aux commerces de première nécessité, au sport et à la culture, en soutenant financièrement le développement des épiceries locales, des tiers lieux, des associations rurales.

•18) Envisagez-vous d'œuvrer pour une grande loi sur la perte d'autonomie, qui traiterai du sujet à tous les âges (handicap, perte d'autonomie des personnes âgées) ?

Nous mettrons en œuvre le chantier sociétal tant attendu de la prévention et la prise en charge de la perte d'autonomie. Il s'incarnera dans une grande loi qui fixera les modalités de financement d'une branche cinquième risque, restée coquille vide jusqu'à présent, en s'inspirant

notamment des recommandations du rapport Libault. Nos priorités : la prévention de la perte d'autonomie avec un plan santé environnementale qui attaquera le problème à sa racine et permettra de réduire la prévalence des maladies chroniques ; l'inclusion des personnes en situation de handicap dans tous les espaces de la vie sociale et le renforcement de leurs droits économiques et sociaux ; la garantie d'un accompagnement bien-traitant pour nos aînés. Celui-ci passera par le renforcement de la qualité de la prise en charge dans les Ehpad publics et non lucratifs, des moyens pour permettre aux 90% des Français qui le souhaitent de vieillir à domicile, et le développement de lieux de vie intermédiaires, encourageant l'émergence de projets coopératifs d'habitat partagé portés par des structures de l'économie sociale et solidaire.

•19) Les difficultés d'accès aux droits et le non-recours aux droits et aux services demeurent structurellement installés. Comment envisagez-vous l'accompagnement des personnes pour qu'elles connaissent mais aussi parviennent à activer leurs droits sociaux selon la situation dans laquelle elles se trouvent ?

J'attaquerai les difficultés d'accès aux droits et aux non recours par deux axes : l'automatisme des prestations et l'accompagnement personnalisé dans les démarches administratives, dans un contexte où la dématérialisation croissante des services publics et des prestations sociales accroît le risque de non recours.

•20) En matière de santé, quelles sont vos réponses pour lutter contre les déserts médicaux, dès aujourd'hui et aussi pour qu'une offre médicale existe de façon pérenne et accessible pour nos concitoyens ? Quelles actions particulières en matière de santé mentale, notamment en ce qui concerne la prévention, et le public jeunes ?

L'inéquitable répartition des soins sur le territoire est une injustice sociale et un obstacle aux ambitions de pleine santé pour tou-te-s que nous portons.

Nous proposons le conventionnement sélectif pour limiter les nouvelles installations dans les zones déjà bien pourvues en médecins : un médecin ne pourra s'y installer en étant conventionné que lorsqu'un médecin libéral du territoire cessera son activité.

En complément, nous mettrons en place une obligation d'effectuer la dernière année d'internat et les deux premières années d'exercice dans les territoires sous-denses. Cette mesure est temporaire, puisqu'en supprimant réellement le numérus clausus et en doublant les capacités d'accueil des universités de médecine sur le quinquennat, nous revitaliserons le vivier de médecins dont la France a besoin.

Ces mesures doivent s'accompagner d'actions favorisant une meilleure coordination des parcours de soin, sans rupture et sans doublon. Nous proposons dans cette perspective une nouvelle gouvernance territoriale associant les régions, les ARS (dont nous modifions les missions pour les recentrer sur le contrôle et l'évaluation, la déclinaison d'initiatives nationales et la coordination de réponses à des urgences sanitaires) et une nouvelle collectivité de santé à l'échelle d'un territoire de 50 000 à 150 000 personnes. Ces collectivités prendront en compte les spécificités du territoire (démographie, enjeux d'accès, conditions sanitaires particulières) et regrouperont l'ensemble des institutions et professionnels de santé, qui seront tous impliqués dans la définition des besoins et du plan d'action global de la collectivité.

En ce qui concerne la santé mentale, nous reconstruirons un système de soins psychiques préventif et curatif alliant une véritable psychiatrie de secteur bien-traitante, qui "prend le temps qu'il faut pour soigner", autorisant une prise en charge pluridisciplinaire, décloisonnée, proche des patient-e-s et de leur entourage, et la construction d'une relation thérapeutique sur le long terme. Nous augmenterons le nombre de lits psychiatriques (10 000 lits sur le quinquennat). Nous faciliterons les parcours de soin dans une logique de prévention et de prise en charge rapide en élargissant le remboursement de la psychologie de ville par la sécurité sociale sans limitation de temps et sans obligation de référencement par un médecin. Nous garantirons la présence d'au moins un psychologue dans chaque Centre Médico-Psychologique et renforcerons l'encadrement, le maillage et la formation des personnels contribuant à la prévention, la

détection, et la prise en charge des problèmes de santé et notamment de santé mentale (recrutement à l'école de 2000 médecins scolaires ; 1000 assistants sociaux et 3000 infirmiers). Nous prévoyons également un large plan de prévention pour notre jeunesse, qui passera notamment par la lutte contre le cyber-harcèlement, comportements addictifs dont les addictions aux écrans, accès à des contenus violents, protection des données.

•21) Vous engagerez-vous dans l'ouverture de l'accès des travailleurs indépendants solo aux différents droits et services de la protection sociale ?

Nous sommes favorables à l'alignement des droits et services de la protection sociale des travailleurs indépendants sur ceux des salariés, à condition de ne pas déséquilibrer les comptes de la protection sociale.

•22) Quels moyens voulez-vous garantir à la protection sociale pour financer les nouveaux besoins ? Avec quelle autonomie par rapport au budget de l'État ?

Nous défendons un modèle de protection sociale démocratisée qui associe Etat, partenaires sociaux, usagers et organismes complémentaires autour des valeurs de solidarité et d'égalité. Nous souhaitons une gestion multipartite renforcée, pour contrer l'étatisation de la Sécurité Sociale. Le CESE, à condition de disposer de pouvoir de contrôle et de décision effectifs, pourrait en particulier jouer un rôle important, notamment au niveau des grandes orientations budgétaires annuelles, dans une gouvernance qui doit inclure les partenaires sociaux, les associations d'usagers, les professionnels de santé.

Le modèle des mutuelles a fait ses preuves et elles ont un rôle majeur à jouer dans le lien avec les usagers, le conventionnement des offreurs de soins, sur les questions de prévention et de santé environnementale, mais aussi dans l'accompagnement du vieillissement à domicile, l'amélioration de la santé au travail, la prévention ou encore le logement social, à condition de garantir qu'elles restent ancrées dans le modèle de l'économie sociale et solidaire.

Le financement de notre système de protection sociale passe par un juste équilibre entre cotisations sur les salaires, impôts -dans notre projet les dépenses pour financer la perte de l'autonomie et le grand âge seront financées par notre réforme sur l'impôt de succession qui permettra de dégager 8 milliards- et contributions des pollueurs payeurs.

•23) L'âge moyen de départ à la retraite augmente actuellement et devrait atteindre 64 ans vers 2040. Quels engagements prenez-vous sur l'âge de la retraite, concernant l'âge légal d'ouverture des droits et la durée nécessaire de cotisations au taux plein ?

Nous ne toucherons pas à l'âge de départ de 62 ans. Nous ramènerons l'âge de l'accès à une retraite à taux plein pour tous et toutes de 67 ans aujourd'hui à 65 ans.

Notre boussole concernant la retraite sera celle de la pénibilité. L'argument de l'allongement de l'espérance de vie, utilisé pour justifier de repousser toujours plus l'âge de la retraite, ne tient pas compte des injustices inacceptables d'espérance de vie entre catégories sociales. Ainsi, six ans d'espérance de vie séparent les cadres des ouvriers. Dix ans si l'on considère l'espérance de vie « en bonne santé », c'est-à-dire sans incapacité. En repoussant l'âge légal de départ à la retraite, on ferait donc reposer les efforts du financement sur celles et ceux qui vont le moins en profiter. Rétablir le compte personnel de prévention de la pénibilité sera l'une de mes premières mesures. Permettre à celles et ceux qui ont manipulé des charges lourdes, ont subi des postures pénibles, des expositions aux produits chimiques ou à des vibrations mécaniques, de partir plus tôt en retraite, de travailler à temps partiel ou de se reconverter sera une des priorités du quinquennat.

•24) Quelles mesures comptez-vous prendre en faveur de la prise en compte de la pénibilité du travail, et pour faciliter l'accès à une retraite progressive ?

Comme je l'ai indiqué plus haut, nous nous engageons à rétablir le Compte personnel de prévention de la pénibilité (C3P) vidé de sa substance par Emmanuel Macron dès son arrivée

au pouvoir en 2017. Cette mesure sera l'une de mes priorités. J'en fais une question de justice sociale, mais aussi d'incitation des entreprises à rendre le travail soutenable, en jouant sur plusieurs leviers : l'amélioration des conditions de travail, le passage à temps partiel en fin de carrière, la reconversion pour un autre métier, ou les départs précoces en retraite. Sans rentrer dans les détails techniques, il faudra sans doute rediscuter avec les partenaires sociaux au sein des branches de l'abaissement de certains seuils trop élevés afin que davantage de travailleurs exposés aux critères de pénibilité puissent bénéficier du dispositif. Et enfin, il faudra négocier au sein des branches, et toujours dans le cadre du dialogue social, le cas des salariés qui sont proches de la retraite et qui ont été exposés par le passé. Il n'est pas question qu'ils ne bénéficient pas d'un dispositif de compensation de la pénibilité subie pendant des années.

•25) Plus généralement, comment comptez-vous renforcer la justice de notre système de retraite ?

Nous ouvrirons des droits à la formation aux personnes retraitées désireuses de continuer à s'engager bénévolement dans la vie sociale et associative au service d'actions d'intérêt général. Nous garantirons qu'aucune personne âgée ne vive dans la pauvreté en augmentant l'ASPA, au niveau du seuil de pauvreté (1100 euros). Nous ramènerons l'âge de l'accès à une retraite à taux plein pour tous et toutes de 67 ans aujourd'hui à 65 ans. Nous fixerons également comme règle qu'aucune retraite ne sera inférieure au SMIC pour les personnes ayant effectué une carrière complète. Enfin, nous élargirons aux couples pacsés le bénéfice des pensions de réversion aujourd'hui réservé aux couples mariés.

POUR UN NOUVEAU MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT

•26) Quelle politique fiscale pour les entreprises et les personnes comptez-vous mener ? Comment la fiscalité peut-elle servir la transition écologique ? Faut-il mettre à contribution les patrimoines pour financer la transition écologique ou la protection sociale ?

Notre politique fiscale répondra à une triple préoccupation :

- Financer notre projet, qui assume une augmentation de la dépense publique, pour le soutien aux services publics aujourd'hui fragilisés, pour l'augmentation des transferts sociaux vers les plus défavorisés, pour l'émancipation de la jeunesse.
- Ensuite assurer un effort juste au sein de la société pour la contribution au service public. Le quinquennat écoulé a contribué à accroître les inégalités au lieu de les résorber. Nous proposons un nouveau pacte social, dans lequel la fiscalité occupe une place centrale ;
- Enfin envoyer des signaux clairs aux acteurs sociaux sur l'impact écologique de leurs choix : c'est à cette fin que nous introduirons une logique de bonus / malus climatique dans l'ensemble de notre fiscalité.
-

A ce titre le financement du projet repose sur des variations touchant plusieurs impôts :

- un impôt de solidarité sur la fortune climatique, avec une assiette large intégrant les biens professionnels, et qui taxera les hauts patrimoines à partir de 2M€. Une composante climat sera introduite qui permettra de varier les taux en fonction de la nature favorable ou non au climat des actifs détenus ;
- une réforme de la fiscalité de l'héritage, rendue plus juste et plus progressive : le seuil de taxation sera fixé en fonction des sommes reçues par tout individu tout au long de sa vie. Jusqu'à 200 000€ reçus par individu, quel que soit le donateur, aucune fiscalité ne sera pratiquée. Les taux seront ensuite progressifs ;
- le rétablissement des impôts de production supprimés en 2020 ;
- l'individualisation de l'impôt sur le revenu, avec un lissage de la progressivité : baisse des taux sur les premières tranches et création de trois tranches supplémentaires ;
- des variations de taux de TVA et en particulier 0 % pour tous les produits issus de l'agriculture biologique.

L'ensemble de nos mesures fiscales est accessible sur notre site jadot2022.fr.

•27) Quelle stratégie proposez-vous pour accélérer la transition écologique juste, au niveau national, dans les filières et les territoires ?

Comme mentionné précédemment, nous proposons un plan majeur de réindustrialisation, créateur de centaines de milliers d'emplois partout sur les territoires. Nous souhaitons une relance industrielle verte qui soit compatible avec une trajectoire de baisse des émissions de gaz à effet de serre domestiques et importées. La relocalisation et le développement de certains secteurs industriels stratégiques nous permettront à la fois de réduire notre empreinte carbone, mais aussi de créer de l'emploi de qualité sur tout le territoire national, et d'être pleinement souverains sur nos choix en France et en Europe. Notre premier enjeu sera de construire une politique industrielle européenne, afin de nous affirmer comme puissance souveraine, leader mondiale de l'économie verte. Notre deuxième enjeu sera de soutenir l'innovation dans les filières d'avenir sur tout le territoire français. Notre troisième enjeu sera enfin de sécuriser la transition des entreprises, des salariés et des territoires dans les bassins d'emploi et de vie qui seront touchés par les mutations écologiques, économiques et industrielles.

Le détail de ce plan, tant pour les mesures générales que pour la vision sectorielle est disponible ici : https://www.jadot2022.fr/notre_strategie_industrielle_pour_faire_face_au_defi_ecologique

•28) Quelle politique énergétique envisagez-vous de mettre en oeuvre pour être au rendez-vous des engagements de l'Accord de Paris et du Green Deal ?

Notre modèle s'inscrit dans l'objectif d'une bascule vers une production d'énergie 100% renouvelable d'ici 2050. Il s'inspire fortement des modèles RTE, ADEME et Négawatt qui l'affirment tous comme possibles, à condition d'investir rapidement d'agir rapidement sur trois piliers :

- sobriété avec réduction des usages non nécessaires d'énergie ;
- efficacité énergétique, en particulier dans les domaines du logement et de l'industrie;
- développement des énergies renouvelables.
-

Nous investirons 10 milliards d'euros par an dans la rénovation thermique des logements et des bâtiments publics. Les grandes entreprises et les administrations auront l'obligation d'atteindre une baisse de leur consommation finale d'énergie de 50 % en 2030 (contre 40 % aujourd'hui). Nous procéderons à une rénovation complète des 5 millions de passoires thermiques du parc privé français sur dix ans, avec aucun reste à charge pour les ménages les plus modestes. Pour ce faire, nous exigerons que tous les projets de rénovation soient globaux et performants. Nous créerons un droit opposable à la rénovation pour les locataires dont les propriétaires ne font pas les travaux : les loyers seront alors mis sous séquestre tant que le propriétaire n'aura pas réalisé les travaux. Nous créerons un service public décentralisé de la rénovation énergétique qui identifiera et accompagnera les ménages en situation de précarité énergétique. Les coûts des travaux de rénovation globale seront préfinancés par les énergéticiens qui pourront se rembourser directement sur les factures grâce aux économies réalisées. Nous investirons par ailleurs 1,5 Md€ pour soutenir les industries engagées dans des processus de décarbonation de leurs procédés industriels.

Nous atteindrons l'objectif de production de 60 TWh par 12 000 éoliennes en 2027 : Nous installerons 3 000 mâts d'éoliennes supplémentaires d'ici à la fin du quinquennat, en tenant compte des paysages et de la biodiversité et en veillant à une répartition équitable évitant l'effet de saturation dans certains territoires. Un plan de remplacement des éoliennes existantes sera déployé pour augmenter la puissance des éoliennes déjà en place et limiter le nombre de nouvelles installations. Nous pourrions compter sur 7 parcs éoliens en mer qui sont programmés d'ici 2028, et sur le développement de l'éolien flottant.

Nous installerons **25 GW en plus de photovoltaïque d'ici 2027** - soit environ 340 km² sur toiture et par ombrières sur parking, grâce à l'extension de l'obligation de réaliser des dispositifs de production d'énergies renouvelables aux bâtiments industriels, commerciaux et parking existants. Nous soutiendrons la production de biométhane, avec un objectif de **32 TWh à**

l'horizon 2030. Nous développerons la méthanisation de façon cohérente avec les enjeux de l'agroécologie et en s'appuyant sur une planification nationale des usages de la biomasse (alimentation, fibres, énergie).

Nous triplerons, d'ici la fin du mandat, la dotation du fonds chaleur (de 350M€ à 1Md€/an), géré par l'ADEME, pour accélérer le déploiement de la chaleur renouvelable. Avec 5€/MWh de chaleur renouvelable produite, ce dispositif est particulièrement efficace pour rattraper le retard actuel.

Nous ne construirons pas de nouvelles centrales nucléaires, et nous fermerons progressivement les réacteurs actuellement en fonctionnement, au fur et à mesure de leur obsolescence et de notre capacité à les remplacer par des économies d'énergie et de l'électricité renouvelable. Nous organiserons dès 2022 la transition vers un monde sans carbone et sans nucléaire. Nous fermerons progressivement les réacteurs actuellement en fonctionnement. Au moins 10 réacteurs nucléaires seront arrêtés d'ici 2035. Nous préserverons les savoir-faire et les compétences de la filière et accompagnerons les salariés concernés par des contrats collectifs de sécurisation des parcours professionnels, ouvrant un droit à la reconversion. Nous mettrons fin à la sous-traitance, pour garantir que les centrales actuellement en fonctionnement soient sûres. Nous développerons une filière d'excellence dans les métiers du démantèlement. Nous mettrons en place un accompagnement pour les salariés concernés par la fermeture de ces centrales vers des reconversions.

•29) Comment comptez-vous améliorer la compétitivité industrielle du pays ?

Malgré la présence incontestable d'entreprises innovantes sur notre territoire, la France est en déclin économique faute d'avoir su prendre les grands virages économiques (économie de la tech, industrie haut de gamme) dans un contexte de concurrence internationale accrue - concurrence sur le prix comme hors prix, sur la qualité - a ravagé des pans entiers de notre tissu économique traditionnel : textile, agroalimentaire, industrie automobile, etc.

La réalité est que la France se transforme en une économie de rentes : rente immobilière – flambée des prix du logement, succès des promoteurs, des SCPI, etc. ; rente de l'image : succès des secteurs du luxe ; rente du capital acquis : asset management, assurance vie... Ce n'est pas tenable. Une économie de rentes, dont la sous-compétitivité entraîne un déficit commercial chronique, c'est l'immobilisme, économique et social, dans lequel les étrangers viennent faire leur marché.

Nous n'innovons pas assez et nous ne sommes pas positionnés sur les bons marchés. La comparaison avec les autres pays européens est douloureuse. Là où la part de l'industrie dans le PIB est stable en Allemagne, autour de 22%, elle est passée en France de 15% à 10% en 20 ans et le déficit commercial français n'a jamais été aussi énorme : 84,7Md€.

Après l'ère de l'économie industrielle, l'économie financière, l'économie de la tech, nous sommes au début de l'économie environnementale. Les pays qui sortiront leur épingle du jeu économiquement sont ceux qui seront les leaders de l'économie environnementale. C'est notre ambition pour la France des prochaines décennies, et c'est un virage qu'il faut prendre dès maintenant. Le véhicule électrique, les batteries, l'éolien offshore et terrestre, les ENR, les infrastructures et matériels de transport, le vélo, le BTP, et tous les services de rénovation, de réparation, de recyclage, tout ceci ce sont des filières d'avenir, créatrices de centaines de milliers d'emplois sur tous nos territoires, avec des entreprises françaises qui peuvent en devenir les championnes

Cette ambition implique de transformer la contrainte du changement climatique en opportunité, en nouveaux marchés en emplois pour les salariés, en rentabilité pour les investisseurs.

Avec les écologistes nous portons un projet de compétitivité qui n'est pas basé sur le repli et la fuite en avant fiscale, mais sur l'ambition d'un vrai projet industriel pour notre économie. Ce dernier est basé sur un triptyque : investissement, réindustrialisation, et justice sociale et fiscale.

Notre responsabilité dans ce contexte est de fixer les objectifs, en particulier en matière de transition énergétique, d'évolution de nos modes de production et de consommation, pour évoluer vers une société sans carbone et protectrice du vivant. La puissance publique doit également assumer une part d'investissements indispensables pour la création des infrastructures nécessaires à une société sans carbone : transport (vélo, ferroviaire), énergie (ENR, chaleur renouvelable) et logement seront nos priorités.

Nous faciliterons la transition des appareils de production. Nous soutiendrons les entreprises qui prendront cette vague – et elles sont déjà nombreuses à le faire.

A l'échelle européenne un plan de 2 000 Md€ sera porté pour structurer ces filières et accompagner l'innovation dans tous ces secteurs. Nous ferons adopter un « Buy European Act » assorti d'un « Small Business Act » pour nous assurer des retombées européennes de ce plan, et cesser d'être les derniers naïfs de la mondialisation malheureuse.

A l'échelle nationale aussi : nous créerons un fonds de décarbonation et de relocalisation de l'industrie qui prendra le relais des dispositifs de soutien du programme France 2030, et sera abondé par l'Etat et les conseils régionaux, et cogérés avec ces derniers. Il aura deux finalités majeures : soutenir les industries engagées dans des processus de décarbonations de leurs procédés industriels (chimie, matériaux de construction, métallurgie, agroalimentaire et tant d'autres) soutenir l'installation ou la relocalisation de nouvelles industries contribuant à la transition, comme la filière de production de vélo ou de nouvelles industries de la Greentech.

POUR UNE EUROPE PLUS SOCIALE ET PLUS DÉMOCRATIQUE

•30) Quels sont les enseignements à tirer de la guerre en Ukraine pour l'avenir de l'Europe ? Quel rôle devront assumer la France et l'Europe dans la guerre en Ukraine ? Quels sont votre vision et votre projet pour la défense européenne ?

Le premier enseignement à tirer de la guerre en Ukraine est que l'avenir de l'Europe dépend de son autonomie stratégique : en matière énergétique et climatique, en matière de capacités de défense, en matière de politique d'accueil. Cette guerre souligne la situation de dépendance des économies européennes aux ressources énergétiques, minières ou agricoles de Russie et d'Ukraine. Elle souligne l'importance stratégique des ressources et en particulier la vulnérabilité structurelle de l'Europe à l'égard du gaz russe, ainsi que l'urgence de la transition énergétique, y compris pour des raisons de paix et de sécurité. La France et l'Europe doivent se doter d'une stratégie globale et inscrite dans le temps, en prenant en compte les dimensions militaires, économiques, énergétiques mais aussi les enjeux d'information. Dans l'immédiat, nous sommes favorables à un embargo sur le gaz et le pétrole russes.

La France et l'Europe doivent assumer un rôle de défense de la démocratie et du droit international, et de soutien à la résistance ukrainienne. Nous devons aussi renforcer notre soutien aux opposants russes et biélorusses, qu'ils soient exilés ou poursuivent la contestation, avec des risques sans cesse accrus, dans leur pays.

S'agissant de la défense européenne, l'attaque russe souligne à la fois sa faiblesse et l'urgence de la renforcer. Ainsi, tout en maintenant nos alliances, le développement de la défense de l'Europe sera une de nos principales priorités. Celle-ci doit éviter les redondances et viser les synergies. Comme l'autonomie stratégique de la France, l'autonomie stratégique européenne se fonde sur deux piliers : disposer de forces opérationnelles en nombre et en qualité suffisantes et une industrie de défense souveraine répondant à leurs besoins.

Sur le premier aspect, nous soutenons la proposition du haut représentant de l'UE pour les affaires étrangères Josep Borrell de construire une force d'intervention européenne. Le cas échéant, nous favoriserons la constitution d'un noyau dur d'Etats afin de concrétiser cette démarche. Nous souhaitons que la règle de l'unanimité en matière de politique étrangère et de

défense européenne soit modifiée pour rendre cette politique réellement opérationnelle. Il n'y a pas de politique de défense légitime sans contrôle démocratique. Comme au niveau national, nous souhaitons que le Parlement européen puisse exercer pleinement ses prérogatives dans ce domaine.

Sur l'aspect industriel, nous proposerons de renforcer et de pérenniser le FED et nous accélérerons l'harmonisation des équipements des armées européennes. En pensant les projets d'équipements de manière conjointe dès leur conception, nous renforcerons l'interopérabilité, condition de la construction d'une défense véritablement européenne. Par ailleurs, il convient de renforcer l'harmonisation du contrôle des exportations en Europe et, à terme, de mettre en place un contrôle européen des exportations d'armements. Nous proposerons dans l'immédiat à nos partenaires de remplacer "la position commune sur les exportations d'armes" par un texte juridiquement contraignant.

Si nous sommes déterminés à renforcer la politique de défense au niveau communautaire, nous sommes conscients que la construction d'une défense européenne passera aussi par des partenariats intergouvernementaux, qu'ils soient bilatéraux ou avec des groupes de pays alignés sur nos objectifs.

Ces partenariats devront d'ailleurs parfois englober certains pays extérieurs à l'Union et notamment le Royaume-Uni avec lequel il faut poursuivre et approfondir la collaboration engagée sur le terrain de la défense avant qu'il ne décide de quitter l'Union. Le partenariat CaMo avec la Belgique est un exemple de rapprochement qui aboutit à une interopérabilité renforcée entre nos deux pays. Sur un plan industriel, l'émergence du champion européen MBDA a été permis par la coopération entre la France et la Grande-Bretagne. Nous nous inspirerons de ces exemples concrets pour faire émerger une Europe avec des capacités souveraines.

Seule une approche intégrée permettra de doter la France et l'Europe d'une résilience accrue face aux menaces qui s'accroissent aujourd'hui dans le monde.

•31) Quelle est votre évaluation de l'état de l'Europe sociale actuelle ? Quelle est votre vision/projet pour son évolution future ?

Nous œuvrerons pour une Europe sociale, engagée dans la transition juste : l'Union Européenne a construit la paix. Il nous faut retrouver le courage de ses fondateurs et constituer une Europe qui agit aussi pour la paix sociale et économique. Nous voulons une Europe qui mette le commerce international au service de l'écologie et de la justice sociale. Ces valeurs ont une longue histoire que les écologistes veulent porter haut en Europe pour sortir du statu quo et du libéralisme qui détruit l'environnement autant que les femmes et les hommes. Nous devons construire le modèle social du XXIème siècle et faire converger la protection sociale vers le haut pour une Europe des solidarités. 92 millions de personnes sont en risque de pauvreté en Europe et presque un enfant sur quatre vit dans une famille en risque de pauvreté. Enfin, la transition écologique ne sera soutenue par les citoyennes et citoyens européens qu'à la condition d'être une transition résolument juste, d'autant plus en pleine crise sanitaire. Pour cela, il nous faut faire sauter plusieurs verrous.

Nous voulons faire de la lutte contre la pauvreté une des priorités de l'Union européenne (UE). Cela implique de renoncer à l'idée que la croissance économique représente l'alpha et l'oméga de cette lutte. Il n'est aujourd'hui plus possible de retrouver la croissance des années 1970, avec le marché du travail comme variable d'ajustement. Cette course à la croissance a permis de justifier la dérégulation du travail, les baisses de cotisations sociales, les traités de libre-échange ou bien encore les cadeaux fiscaux aux entreprises. Ceux-ci ont accru la pauvreté et les inégalités en Europe. Nous défendrons notamment une directive ambitieuse sur les salaires minimums, ainsi qu'une directive sur le revenu minimum garanti, nous mettrons fin aux stages non-rémunérés.

Nous soutiendrons les initiatives visant à réguler les plateformes et donnerons à leurs travailleurs les mêmes droits que les salariés, en leur garantissant notamment une présomption

de salariat, un salaire horaire minimum, le droit aux arrêts maladies, aux congés payés et au chômage, ainsi qu'une protection forte contre les accidents du travail.

Nous mobiliserons les fonds européens pour qu'ils puissent servir à lutter contre le mal logement, financer la construction de logements sociaux et lutter contre la précarité énergétique en finançant la rénovation thermique des bâtiments. Nous nous engagerons à maintenir le fonds européen d'aide aux plus démunis qui soutient par exemple les banques alimentaires à travers l'Europe.

Nous demanderons une étude de l'impact des plans nationaux de relance et de résilience sur la réduction de la pauvreté et des inégalités. Il s'agit notamment de garantir que les efforts de relance et de verdissement de l'économie, sa numérisation, bénéficient aux plus pauvres et vont réduire les inégalités.

Nous porterons une directive sur l'égalité de genre en entreprise qui inclut des objectifs contraignants en matière d'égalité salariale, de parité dans les organes de direction des grandes entreprises et des sanctions en cas de non-respect de l'égalité salariale. Nous remettrons sur la table le dossier de la directive sur les congés parentaux pour promouvoir l'égalité femmes-hommes.

Nous exigerons une réforme du "pacte budgétaire" et du "Semestre européen". Cela s'avère nécessaire pour rompre avec la logique procyclique en évitant un retour à l'austérité budgétaire à la sortie de la crise sanitaire. Les investissements sociaux, dans la formation, les services publics de santé ou d'éducation doivent être exclus du calcul des déficits publics. L'objectif est de créer les conditions d'un système économique véritablement inclusif.

Nous demandons un Socle européen des droits sociaux qui soit contraignant et opposable, pour que chaque citoyen puisse saisir la justice si ses droits ne sont pas respectés. Nous défendrons une révision à la hausse les objectifs du Plan d'action sur le socle européen des droits sociaux, en l'alignant sur le premier objectif de développement durable des Nations-unies de 2015 qui prévoit une réduction de 50 % de la pauvreté dans chaque pays.

Nous soutiendrons le renforcement de la coopération européenne en matière de santé. La pandémie de Covid 19 a montré que les enjeux sanitaires ne connaissent pas de frontière. L'UE doit encourager et aider les États membres à garantir un accès universel aux services de santé, y compris de santé mentale, notamment en luttant contre les déserts médicaux. Cette politique européenne doit inclure un volet important concernant la prévention et la santé environnementale. La coopération européenne doit enfin s'articuler avec l'Organisation mondiale de la Santé (OMS)/Europe.

Nous pousserons l'Union européenne à se doter d'un cadre constitutionnel qui favorise la lutte contre la pauvreté et un développement économique inclusif et, dans l'attente, d'un protocole social qui pourra ne pas être conclu à 27. Plus particulièrement, il s'agira de prôner la levée du double verrou de l'unanimité en matière de fixation des salaires et d'harmonisation fiscale – qui crée le *dumping* social et fiscal intra-européen – ainsi qu'en facilitant l'investissement dans des systèmes de protection sociale aujourd'hui fragilisés et qui servent de variable d'ajustement par l'obligation de discipline budgétaire.

•32) Comment réformer les institutions européennes et leur fonctionnement afin de renouer le lien avec les citoyens européens ? Comment renforcer le sentiment d'appartenance européenne ?

C'est en démontrant sa capacité à faire face à des enjeux vitaux que l'Europe nourrira le sentiment d'appartenance européenne: la démocratie et la paix face à l'expansionnisme de Vladimir Poutine; la préservation de la biodiversité et la lutte contre le réchauffement climatique; la fraternité et la solidarité face à l'explosion des inégalités.

Confrontée à l'agression de Vladimir Poutine, l'Europe a pris la mesure de l'ampleur de la menace et de sa propre force. Elle doit maintenant franchir une nouvelle étape dans la construction européenne. Je propose qu'au lendemain de l'élection présidentielle, le peuple

français soit consulté par référendum sur un projet d'Union des Européens négocié avec nos partenaires et qui comportera trois niveaux solidaires.

Les États membres de l'Union européenne doivent aller au bout de leur unité et de leur volonté d'indépendance avec la mise en place, par des initiatives communes immédiates et un nouveau traité, d'une Europe de la défense; d'une Europe de l'environnement qui subordonne l'ensemble des politiques à la préservation du climat et de la biodiversité; d'un plan de sécurité climatique et énergétique et de souveraineté industrielle; d'une PAC centrée sur la souveraineté alimentaire; et d'une organisation digne et efficace de la migration.

Un budget d'investissement de 1000 milliards d'euros sera mis en place au service de ces politiques, financé par le recours à l'endettement et remboursé par des ressources propres de l'Union.

Une convergence politique et économique accrue sera obtenue par l'extension du vote à la majorité qualifiée, la suppression des critères d'austérité, la mise en place de mécanismes de convergence économique et budgétaire et la fin de la concurrence sur les salaires et la fiscalité.

Cette unité plus poussée devra s'accompagner d'un saut démocratique fondamental grâce à plusieurs réformes institutionnelles : une circonscription électorale unique pour l'élection d'un(e) Président(e) de l'UE, des listes paneuropéennes communes à toute l'Union pour l'élection d'un Parlement européen doté de l'intégralité des compétences budgétaires et législatives, et un Sénat pour la représentation des États membres.

Ensuite, face à l'expansionnisme russe, le moment est venu de proclamer l'Union franco-allemande dans une Union européenne plus poussée. L'Union franco-allemande est l'avant-garde d'une unité européenne toujours plus approfondie et la première étape d'un État européen. Elle sera ouverte à celles et ceux qui le voudront.

La sécurité de la France ne saurait s'entendre sans celle de l'Allemagne et inversement. Nous ne gagnerons que pleinement unis la bataille du climat et de l'indépendance industrielle, alimentaire, énergétique.

Ces deux pays doivent unir leurs destinées dans une Union écologique, industrielle, sociale et de défense. Des institutions communes (un duo exécutif associant le Président de la République et le Chancelier, un Parlement et une Convention citoyenne), un budget commun et des législations communes mettront en œuvre:

- une Union de la défense à travers une capacité militaire et une industrie de défense commune
- une Union pour le climat (infrastructures, énergie, alimentation)
- une Union pour la souveraineté économique (relocalisations industrielles, numérique, fiscalité commune)
- une Union sociale (accompagnement des transitions, salaire minimum, égalité salariale femmes/hommes, généralisation de la cogestion dans les entreprises, santé, jeunesse)
- une Union pour l'hospitalité (politique d'asile et migratoire commune).

Enfin, une Fédération européenne doit être mise en place avec les pays européens qui n'ont pas rejoint l'Union et que l'expansionnisme de Vladimir Poutine a agressés, agresse ou menace plus ou moins directement : l'Ukraine, la Géorgie, la Moldavie, la Serbie, la Bosnie, le Monténégro, l'Albanie et la Macédoine du Nord.

Cette Fédération comprendra des politiques de solidarité dans le domaine du développement économique, de l'appui à l'État de droit et de la coopération militaire. Trois grandes mobilisations seront prioritaires : un plan de sécurité climatique et énergétique ; un plan de souveraineté alimentaire partagée ; et un plan d'indépendance numérique.

•33) Depuis l'adoption du SEDS en 2017, l'agenda social est revenu au cœur du débat politique de l'UE, mais les avancées restent souvent timides. Dans le cadre de la mise en œuvre du SEDS, quelles initiatives ultérieures sont prioritaires selon vous ? Comment peut-on rendre les droits sociaux contraignants et faire en sorte qu'ils puissent être sur un pied d'égalité avec les libertés économiques dans l'architecture européenne ?

Nous devons construire le modèle social du XXI^e siècle. La protection sociale ne doit plus être la variable d'ajustement du modèle économique européen, mais l'un de ses piliers. Pour cela, il nous faut faire sauter les verrous contenus dans les traités européens.

Nous pousserons l'Union européenne à se doter d'un cadre constitutionnel qui favorise la lutte contre la pauvreté et la solidarité, et, dans l'attente, d'un protocole social qui pourra ne pas être conclu à 27. Plus particulièrement, il s'agira de créer une compétence européenne permettant une convergence vers le haut de la fixation des salaires et une harmonisation sociale - cela aurait aussi pour effet de mettre fin au dumping social intra-européen. Nous voulons aussi faciliter l'investissement dans des systèmes de protection sociale aujourd'hui fragilisés et qui servent de variable d'ajustement dans le cadre de l'ajustement budgétaire lié au respect des règles du Pacte de stabilité et de croissance.

Nous appelons de nos vœux un Socle européen des droits sociaux qui ne soit pas une simple orientation mais soit contraignant et opposable, pour que chaque citoyen puisse saisir la justice si ses droits ne sont pas respectés.

Nous voulons faire de la lutte contre la pauvreté et le phénomène des travailleurs pauvres une des priorités de l'UE. Cela implique de renoncer à l'obsession pour la croissance, qui crée de l'exclusion car elle mène à la dérégulation du marché du travail, aux baisses de cotisations sociales qui financent pourtant la protection sociale. Nous défendrons notamment une directive ambitieuse sur les salaires minimums, ainsi qu'une directive sur le revenu minimum garanti, nous mettrons fin aux stages non-rémunérés.

Nous soutiendrons les initiatives visant à réguler les plateformes et donnerons à leurs travailleurs les mêmes droits que les salariés, en leur garantissant notamment un salaire horaire minimum, le droit aux arrêts maladies, aux congés payés et au chômage, ainsi qu'une protection forte contre les accidents du travail.

Nous mobiliserons les fonds européens pour qu'ils puissent servir à lutter contre le mal logement, financer la construction de logements sociaux et lutter contre la précarité énergétique en finançant la rénovation thermique des bâtiments. Nous nous engagerons à maintenir le fonds européen d'aide aux plus démunis qui soutient par exemple les banques alimentaires à travers l'Europe.

Nous porterons au niveau européen plusieurs mesures pour lutter contre les inégalités femmes-hommes comme une directive sur l'égalité de genre en entreprise qui inclut des objectifs contraignants en matière d'égalité salariale, de parité dans les organes de direction des grandes entreprises et des sanctions en cas de non-respect de l'égalité salariale. Nous remettrons sur la table le dossier de la directive sur les congés parentaux pour promouvoir l'égalité femmes-hommes.

34) Quelle est votre évaluation des politiques économiques de l'Union européenne depuis 2008 et des mesures prises pour gérer la crise Covid-19 (NextGenerationUE, SURE, emprunt commun) ? Quelle révision des règles budgétaires et de la gouvernance économique envisagez-vous ?

Les tabous de l'endettement commun ont été levés lors de la crise sanitaire conduisant l'Union à adopter un plan de relance de 750 milliards d'euros issu d'un emprunt effectué par la Commission européenne et permettant de lever temporairement les cibles budgétaires dans le

cadre du Pacte de Stabilité et de croissance. Ces mesures indispensables sont malheureusement insuffisantes face à l'ampleur des crises. Nous proposons de pérenniser un outil d'investissement pour l'Union européenne. Il manquerait plus de 520 milliards d'euros d'investissements par an pour atteindre nos objectifs climatiques européens. Une France écologiste devra porter un vrai budget européen pour la transition écologique et sociale alimenté par des ressources propres justes, qui contribuent à la justice sociale. Le budget de l'UE devra être fortement renforcé pour y parvenir, bien au-delà du 1 % du PIB actuel. Cette capacité budgétaire européenne pourrait tendre vers 5 % du PIB européen, au rythme de la mise en place des ressources propres.

Nous pousserons pour l'adoption de ressources propres pour l'Union européenne. Le budget européen repose aujourd'hui à 80 % sur les contributions des États membres, une part en augmentation ces dernières années, ce qui réduit le pouvoir budgétaire du Parlement européen et entraîne une collision entre intérêts nationaux et intérêts européens. Adopter des ressources propres est non seulement un moyen d'alimenter le budget européen, mais se justifie parfaitement pour répondre à des objectifs européens communs (transition écologique, justice fiscale envers les multinationales, etc.) aussi de taxer ce que les États membres seuls ont du mal à taxer. Une taxe sur les géants du numérique, un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières, une taxe sur les plastiques, le renforcement et l'extension du marché carbone européen au maritime et la fin des exemptions pour l'aérien une taxe sur le kérosène et les billets d'avion, une taxe sur les transactions financières ambitieuse, incluant tous les produits financiers / sur le modèle français, ainsi que les recettes du marché carbone européen doivent pouvoir abonder directement le budget européen, en faisant payer ceux qui ne payent jamais d'impôts : les GAFAM, les spéculateurs ou encore les plus grands pollueurs européens.

Nous travaillerons avec nos partenaires européens à la création d'un instrument européen d'investissement et de solidarité permanent, incluant le fonds social climat proposé par la Commission, mais d'au moins 1750 milliards d'euros par an, permettant aussi de financer les infrastructures européennes de la transition écologique. L'Europe pourra ainsi soutenir et accompagner tous les États membres, et à travers eux les citoyennes et citoyens, dans les transformations écologiques à mener pour atteindre nos objectifs climatiques.

Nous porterons la création d'un budget de solidarité, au sein de la zone euro, qui puisse financer une partie des dépenses d'assurance-chômage et d'activité partielle des États membres. Ce budget permettra de stabiliser la zone euro en période de crise. Il devra pouvoir être alimenté par endettement si une crise concerne toute l'Europe et pourrait atteindre 2% du PIB de la zone euro.

La transition écologique implique une hausse considérable des investissements publics pour respecter la stratégie nationale bas carbone, et se conformer aux objectifs de l'Accord de Paris. A moyen terme c'est près de 25 Md€ d'investissements publics supplémentaires par an qui seront dégagés par la Présidence écologique pour construire et rénover les logements, développer nos infrastructures de transport et engager la transition de notre production d'énergie.

Dans le même temps, la forte hausse des déficits publics liée à la crise et le cadre budgétaire européen contraint le gouvernement à chercher à augmenter ses recettes et/ou réduire ses dépenses au cours des prochaines années. Les exigences de ce cadre budgétaire, dont la règle des 3 % de déficit nominal et de 0,5 % de déficit structurel, ont été temporairement suspendues pour faire face à la crise, mais risquent de se réappliquer dès 2024 en zone euro.

Les règles actuelles, illisibles, obsolètes, pro-cycliques, ne sont compatibles ni avec la sortie de crise ni avec les besoins de la transition écologique.

Nous voulons porter une réforme des règles budgétaires européennes qui soit dans l'intérêt de la zone euro et nous donne les marges de manœuvre budgétaires nécessaires à une réelle politique de transition juste. A court terme, et compte-tenu du rapport de force en Europe et de l'urgence à aboutir, nous nous concentrerons sur les propositions qui ne sont pas conditionnées

à une modification préalable des traités européens. Dans un premier temps, la combinaison de plusieurs mesures peut aboutir à un changement substantiel. Nous voulons exclure les dépenses vertes du calcul du déficit budgétaire. Pour éviter l'austérité, nous voulons que les trajectoires d'ajustement budgétaires de chaque Etat membre soient ajustées en fonction de ses besoins et de la situation économique en zone euro (par opposition à un rythme uniforme et aveugle de réduction de la dette). Nous sommes favorables à la définition d'une orientation budgétaire au niveau de la zone euro qui serait déclinée par pays, afin d'obliger les Etats membres investissant peu et ayant des finances publiques saines à investir fortement dans la transition. Toutes ces mesures seraient complétées par un plan massif d'investissements publics verts sur la décennie au sein de l'Union européenne.

D'autres propositions de réformes seront défendues dans une perspective de moyen-terme. Nous demanderons l'abrogation du Traité sur la stratégie, la coordination et la gouvernance (TSCG). Les objectifs de dette et de déficit, quels qu'ils soient, ne doivent pas être inscrits dans le traité, mais dans un texte de droit dérivé pour permettre leur modification plus régulière en fonction de l'environnement macroéconomique. Nous voulons mettre fin au Pacte de stabilité et de croissance pour construire la convergence des États sur des critères renouvelés et conformes aux exigences de transition écologique.

35) Selon vous, comment garantir une concurrence loyale (au sein de l'Union et hors de l'Union) sans dumping fiscal, social et environnemental, tout en conciliant avec la réindustrialisation, l'emploi de qualité et la sauvegarde de l'autonomie stratégique européenne ?

La transition vers une économie décarbonée, respectueuse du vivant, compatible avec les engagements climatiques pris par la France et l'Europe, oblige à repenser tous nos modes de production et toutes nos pratiques de consommation. Il s'agit là d'un moment historique qui, anticipé et accompagné par les pouvoirs publics, peut être créateur de centaines de milliers d'emplois et de nouvelles opportunités de développement pour nos entreprises.

Notre économie va connaître une mutation accélérée : des activités nouvelles vont émerger, créatrices d'emplois, de richesses et de bien-être social dans nos régions, qui seront au cœur de notre plan de réindustrialisation ; d'autres vont devoir se réinventer, par l'innovation et l'investissement dans la formation des personnes ; d'autres, enfin, devront disparaître, car excessivement prédatrices de ressources non renouvelables.

La République écologique utilisera tous les instruments à sa disposition (budgétaires et financiers, fiscaux, réglementaires), à l'échelle européenne comme à l'échelle nationale pour encourager et accélérer un mouvement qui est en réalité déjà à l'œuvre dans de nombreuses entreprises et secteurs de notre vie économique et accompagner toutes celles et ceux qui seront affectés par cette mutation, et non plus la subir. Notre action s'appuie sur des mesures structurantes que nous portons devant les Français-e-s. La marche de la mondialisation depuis les années 1980 a reposé sur la conviction, à l'époque largement partagée, que l'accroissement du commerce international avec un maximum de pays et sur un maximum de produits allait être bénéfique à l'ensemble. Cette politique a pu profiter à certains, en France comme en Europe, favorisant les exportations de certains secteurs industriels, l'attractivité pour les investisseurs, des prix modérés à la consommation.

Mais à quel prix ? Les conséquences économiques sociales et environnementales de ce choix ont été lourdes : accélération de la désindustrialisation, entraînant une perte d'emplois massive et une flexibilisation du marché du travail au détriment des salariés ; perte de maîtrise technologique et d'innovation ; dépendance vis-à-vis des approvisionnements étrangers sur des secteurs essentiels à la vie de la Nation (santé, numérique) ; vulnérabilité aux chocs internationaux, comme l'a démontré la récente crise du COVID ; course au moins-disant social et environnemental ; dégradation du climat et de l'environnement par la délocalisation de la pollution et des émissions de carbone.

C'est dans ce contexte à l'initiative d'un plan majeur de réindustrialisation, créateur de centaines

de milliers d'emplois partout sur les territoires. Ce plan concerne de nombreux domaines du projet que nous portons, en matière d'infrastructures, de politique européenne et internationale, de fiscalité, de formation.

Notre premier enjeu sera de construire une politique industrielle européenne : protectionnisme vert européen qui rééquilibrera les règles du commerce international, notamment par l'ajustement carbone aux frontières ; investissement public dans les infrastructures et dans le numérique : extension du plan de relance européen NextGenerationEU, accompagné d'une refonte des outils du cadre budgétaire européen; poursuite d'un travail de convergence des règles fiscales, sociales et environnementales afin d'empêcher le dumping intra-communautaire ; poursuite du travail de taxonomie (classification européenne des activités économiques ayant un impact favorable sur l'environnement) afin d'orienter massivement les fonds privés vers les industries vertueuses, en dénonçant l'intégration en cours du nucléaire et du gaz. Notre second enjeu sera de soutenir l'innovation dans les filières d'avenir sur tout le territoire français : soutien à la recherche et à l'innovation, publique comme privée ; renforcement de la formation initiale des jeunes françaises et français via la création de places dans les filières d'avenir au sein de l'enseignement supérieur et le soutien à l'apprentissage ; conditionnalité stricte des aides aux critères sociaux et environnementaux ; généralisation d'une politique d'achats publics responsables au service des entreprises françaises et européennes, et des petites et moyennes entreprises davantage que des grands groupes.

Notre troisième enjeu sera enfin de sécuriser la transition des entreprises, des salariés et des territoires dans les bassins d'emploi et de vie qui seront touchés par les mutations écologiques, économiques et industrielles : contrats territoriaux de transition collective ; études d'opportunité identifiant les possibilités d'utilisation des savoir-faire et outillage industriel existants dans les entreprises affectées par les mutations, dans les filières émergentes, en particulier celles de la transition écologique ; création d'outils d'accompagnement techniques et financiers des salariés désireux de reprendre leur entreprise en cas de cessation d'activité ; investissement sur la formation professionnelle et l'accompagnement des reconversions.

•36) Quelles sont vos propositions pour une transition numérique et climatique européenne juste ?

Le Green Deal européen offre une opportunité unique pour l'Union de devenir le leader industriel de la transition écologique et de rompre définitivement avec notre dépendance aux énergies fossiles qui rendent les Européens si vulnérables. La France gouvernée par les Écologistes sera un moteur de cette transformation écologique du continent européen et amplifiera les réformes du Green Deal dans tous les secteurs. Nous nous battons pour placer la justice sociale au cœur de cette transformation afin que chaque Européen puisse en bénéficier. Pour devenir le leader mondial de la transition écologique, le statu quo n'est plus permis : l'Europe devra baisser ses émissions de gaz à effet de serre d'au moins 65 % d'ici à 2030.

- Nous porterons la mise en place d'un prix du carbone juste en Europe pour que les plus grands pollueurs du continent, comme l'industrie lourde ou l'aviation, payent le vrai prix de leurs émissions et soient incités à agir pour le climat. Les permis à polluer gratuits pour les industriels devront être abandonnés dès 2023. En compensation, un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières sera défendu et mis en place pour protéger l'industrie européenne du *dumping* environnemental.
- Nous engagerons la transformation de l'industrie automobile européenne vers le véhicule à faible émission pour qu'en 2030, plus aucun véhicule neuf essence, diesel et hybride ne soit mis en vente sur le continent. Le secteur sera accompagné et les travailleurs reconvertis. L'Europe devra être leader dans le véhicule à faible émission et la batterie pour fixer le plus haut niveau de standard environnemental au reste du monde.
- Nous lutterons contre la précarité énergétique qui touche 50 millions d'Européens en massifiant la rénovation énergétique des bâtiments grâce à l'augmentation de l'objectif d'efficacité énergétique européen à 45 % en 2030.

- Nous ferons de l'Europe un continent souverain énergétique grâce au développement des énergies renouvelables. Ces dernières devront atteindre 50 % du mix énergétique en 2030, créant des millions d'emplois dans les territoires. Cette transformation énergétique est la clef pour rompre avec la dépendance du continent vis-à-vis du gaz, du charbon et du pétrole.
- Nous nous battons contre la création d'un marché carbone pour le chauffage et le carburant, visant à faire payer un prix du CO2 aux ménages. Les plus précaires ne doivent pas financer la transition écologique, mais doivent être soutenus dans la transition. Pour cela, nous porterons l'idée d'investissements directs de l'Union vers la rénovation énergétique des logements des plus modestes.
- Nous organiserons la sortie des pesticides de synthèses à horizon 2035 pour l'ensemble du continent européen, y compris les produits importés. Nous ne renouvelerons pas l'autorisation du glyphosate en 2022, son utilisation sera donc interdite dans toute l'Europe ainsi que pour tous les produits importés, grâce à la mise en place de mesures-miroirs aux frontières de l'UE.

En France :

La réindustrialisation et la transition de l'économie française passeront pour une large part par la recherche et l'innovation : dans les procédés et méthodes de fabrication ; dans la qualité des produits eux-mêmes ; dans l'investissement dans les filières qui feront l'économie du XXIème siècle.

Le crédit d'impôt recherche ouvre droit à une déduction sur l'impôt sur les sociétés. Son montant était de 6,5 Md € en 2019. Plusieurs évaluations (OCDE, Commission nationale d'évaluation des politiques de l'innovation) ont pointé son manque d'efficacité pour arriver à susciter réellement de la dépense privée de recherche et d'innovation.

Nous réorienterons le soutien à la recherche privée en faisant évoluer le Crédit impôt recherche (CIR) vers un « CIR vert », destiné à inciter les entreprises à mener des projets de recherche pour décarboner leur processus de production ou préserver la biodiversité :

- Comme proposé notamment par la Convention citoyenne pour le climat, l'octroi du CIR sera réservé à des projets de recherche qui ne portent pas atteinte à l'environnement ;
- Les dépenses de R&D relatives à des projets de recherche en faveur de l'environnement bénéficieront d'un taux majoré de 60% ;
- Le plafond des dépenses éligibles (aujourd'hui situé à 100M€) sera réduit afin d'accroître la distribution de ce crédit d'impôt dans les PME et de limiter l'effet d'aubaine pour les grands groupes ;
- Nous créerons une agence de l'innovation verte sur le modèle de la DARPA américaine dotée de 500M€ afin de financer des projets de technologie verte.
- Cette agence allouera des financements à des projets de recherche publics ou privés répondant à ces objectifs ;
- En complément des actions de la BPI et de l'ADEME elle emploiera des modes de financement innovants allant au-delà de la simple aide à la R&D (financement de capacités de production, préachat), et sera en capacité de prendre des risques sur des filières émergentes dont le modèle économique n'est pas encore stabilisé.

POUR DES ÉVOLUTIONS INDISPENSABLES DU PARTAGE DU POUVOIR AU TRAVAIL

•37) La France accuse un retard considérable par rapport à nos voisins européens en

termes de gouvernance partagée entre actionnaires et salariés. Seriez-vous prête, prêt à porter une réforme en profondeur des relations sociales de notre pays ?

En concertation avec les partenaires sociaux, nous ferons de l'entreprise un lieu de vie démocratique et d'un partage plus juste des décisions et de la valeur produite entre salariés et actionnaires.

•38) Partagez-vous le constat de la CFDT sur la réforme de 2017 ? Êtes-vous prête, prêt à apporter les corrections nécessaires ?

La réforme 2017 a contribué au détricotage des droits des salarié·e·s à l'affaiblissement du dialogue social.

Nous rétablirons dès notre arrivée au pouvoir une instance représentative dédiée à la santé au travail dans les entreprises dotées d'un CSE. Nous abaisserons le seuil pour l'établissement CSE de plein exercice à 11 salarié·e·s ; les réseaux de franchises ou assimilés seront dotés d'instances collectives de représentation des salarié·e·s et auront obligation d'engager des négociations collectives pour couvrir l'ensemble de leurs salariés.

Les Comités sociaux et économiques devront approuver les décisions de l'entreprise qui impactent la santé et la sécurité des salariés.

Nous réunirons les partenaires sociaux pour réformer les règles de la négociation sociale afin d'en renforcer le rôle. Il s'agira de rétablir la hiérarchie des normes, de revitaliser la négociation de branche en en réduisant le nombre et de redéfinir l'articulation entre la négociation interprofessionnelle et le droit du travail.

Nous supprimerons le « barème Macron » de plafonnement de l'indemnité prud'homale en cas de licenciement fautif et renforcerons le fonctionnement des prudhommes. Le plafonnement de l'indemnisation prud'homale en cas de licenciement sans cause réelle ou sérieuse ou de licenciement abusif par l'employeur mis en place en 2017 est une injustice grave pour les travailleurs, ôte le pouvoir d'appréciation du juge et est contraire aux textes internationaux et européens qui engagent la France. Nous ouvrirons également un chantier d'amélioration du fonctionnement des prud'hommes en vue d'une réduction des délais de traitement des dossiers et la mise en place d'une sanction pour l'utilisation manifestement abusive du recours à la faute grave par les employeurs.

•39) Quelles sont vos propositions pour un renforcement de la participation des travailleurs aux décisions dans les entreprises et administrations et pour plus de démocratie dans l'entreprise ?

La démocratisation de la gouvernance des entreprises et des administrations est une condition sine qua non d'une transition écologique porteuse de justice sociale.

Pour que les travailleurs et travailleuses puissent peser dans les choix stratégiques des entreprises, nous instaurerons comme en Allemagne l'obligation d'une représentation des salarié·e·s à hauteur d'un tiers des membres du conseil d'administration ou de surveillance dans toutes les entreprises de plus de 500 salariés, de la moitié pour les entreprises de plus de 2000 salarié·e·s.

Pour que les travailleurs et travailleuses puissent débattre librement de leur travail avec leurs pairs, nous ouvrirons un chantier sur l'instauration d'un droit nouveau des salariés à la délibération sur la qualité du travail dans tous les types d'organisation, que ce soit en entreprise privée, dans des collectivités territoriales, dans un hôpital, un ehpad, une école.

Nous renforcerons les acteurs du dialogue social notamment en instaurant un chèque syndical -de l'ordre de 0,5 % de la masse salariale- pour permettre à chaque salarié·e de financer si il le souhaite un syndicat de son choix.

•40) Comment renforcer le dialogue social dans les fonctions publiques ?

Nous reviendrons sur la loi de transformation de la fonction publique, pour redéfinir en négociation avec les partenaires sociaux des outils adaptés au dialogue social, notamment sur les enjeux de santé au travail et de gestion de carrière au sein de la fonction publique.